Rôle de la séance publique du 01/12/2022 à 09h30

Président : Monsieur Heu
Assesseurs : Monsieur Sauveplane et Monsieur Baillard
Greffière : Madame Roméro

RAPPORTEUR PUBLIC : M. Arruebo-Mannier

01) N° 2100371 **RAPPORTEUR : M. Sauveplane**

Demandeur	SOCIETE PLACE DE L'AUTOMOBILE	SELARL WIBLAW
Défendeur	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA SOUVERAINETE INDUSTRIELLE ET NUMERIQUE	

Satisfaction partielle de la demande de la société à responsabilité limitée (SARL) Place de l'Automobile par jugement n° 1803023 du tribunal administratif de Lille en date du 18 décembre 2020.

La SARL Place de l'Automobile demande à la cour :

- d'annuler le jugement du tribunal administratif de Lille ;
- de prononcer la décharge de l'intégralité, en droits, intérêts et majoration, des cotisations supplémentaires de taxe sur la valeur ajoutée et d'impôts sur les sociétés mises en recouvrement le 17 juillet 2017 et laissées à sa charge.

02) N° 2100390 **RAPPORTEUR : M. Sauveplane**

Demandeur	M. X	SELARL WIBLAW
Défendeur	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA SOUVERAINETE INDUSTRIELLE ET NUMERIQUE	

Rejet de la demande de M. X par jugement n° 1809800 du tribunal administratif de Lille en date du 18 décembre 2020.

M. X demande à la cour :

- d'annuler le jugement du tribunal administratif de Lille ;
- de prononcer la décharge des cotisations supplémentaires d'impôt sur le revenu et de prélèvements sociaux mises en recouvrement le 30 septembre 2017 au titre des années 2012, 2013 et 2014 et demeurant en litige à ce stade de la procédure, ainsi que les pénalités correspondantes.

Rôle de la séance publique du 01/12/2022 à 09h45

Président : Monsieur Heu
Assesseurs : Monsieur Sauveplane et Monsieur Papin
Greffière : Madame Roméro

RAPPORTEUR PUBLIC : M. Arruebo-Mannier**01) N° 2101031 RAPPORTEUR : M. Papin**

Demandeur	SARL INNOTECH AUTOMOTIVE FRANCE	SELARL CORNET-VINCENT-SEGURE
Défendeur	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA SOUVERAINETE INDUSTRIELLE ET NUMERIQUE	

Rejet de la demande de la SARL Innotech Automotive France par jugement n° 1804791 du tribunal administratif de Lille du 12 mars 2021.

La société Innotech Automotive France demande à la cour :

- d'annuler le jugement du tribunal administratif de Rouen ;
- de prononcer la décharge des cotisations supplémentaires d'impôt sur les sociétés et de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises auxquelles elle a été assujettie au titre des exercices clos en 2012, 2013 et 2014 ainsi que des intérêts de retard et pénalités correspondantes.

02) N° 2101178 RAPPORTEUR : M. Papin

Demandeur	SARL COURS MOLINA	SELARL RESSOURCES PUBLIQUES AVOCATS
Défendeur	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA SOUVERAINETE INDUSTRIELLE ET NUMERIQUE	

Rejet des demandes de la SARL Cours Molina par jugement n°1804778,1904676 du 30 mars 2021 du tribunal administratif de Rouen.

La société Cours Molina demande à la cour :

- d'annuler le jugement du tribunal administratif de Rouen ;
- de la décharger du versement de la taxe sur la valeur ajoutée dont elle s'est acquittée au titre de la période couvrant l'exercice clos le 30 septembre 2016 ;
- d'ordonner le remboursement des sommes versées à ce titre ;
- de la décharger de la cotisation primitive de taxe foncière des entreprises au titre de l'année 2017.

03) N° 2101245

RAPPORTEUR : M. Papin

Demandeur	Mme X	KPMG AVOCATS
Défendeur	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA SOUVERAINETE INDUSTRIELLE ET NUMERIQUE	

Rejet de la demande de Mme X par jugement n° 1900599 du tribunal administratif de Rouen du 13 avril 2021.

Mme X demande à la cour :

- d'annuler le jugement du tribunal administratif de Rouen ;
 - de prononcer la décharge des cotisations supplémentaires d'impôt sur le revenu et de prélèvements sociaux auxquelles elle a été assujettie au titre des années 2007 à 2012 ainsi que des pénalités correspondantes.
-

04) N° 2201182

RAPPORTEUR : M. Papin

Demandeur	PREFECTURE DE LA SEINE MARITIME	
Défendeur	M. X	SELARL MARY & INQUIMBERT

Par jugement n°2105038 du 10 mai 2022, le tribunal administratif de Rouen a annulé l'arrêté du 10 juin 2021 du préfet de la Seine-Maritime et lui a fait injonction de délivrer à M. X un titre de séjour.

Le préfet de la Seine-Maritime demande à la cour :

- d'annuler le jugement du tribunal administratif de Rouen ;
 - de rejeter la demande de 1ère instance de M. X.
-

05) N° 2201190

RAPPORTEUR : M. Papin

Demandeur	PREFECTURE DE LA SEINE MARITIME	
Défendeur	Mme X	Me ELATRASSI-DIOME

Par jugement n°2200339 du 19 mai 2022, le tribunal administratif de Rouen a annulé l'arrêté du 30 juillet 2021 du préfet de la Seine-Maritime et lui a fait injonction de délivrer à Mme X une carte de séjour « vie privée et familiale ».

Le préfet de la Seine-Maritime demande à la cour :

- d'annuler le jugement du tribunal administratif de Rouen ;
- de rejeter la demande de 1ère instance de Mme X.

Rôle de la séance publique du 01/12/2022 à 10h00

Président : Monsieur Heu
Assesseurs : Monsieur Sauveplane et Monsieur Baillard
Greffière : Madame Roméro

RAPPORTEUR PUBLIC : M. Arruebo-Mannier

01) N° 2001188 RAPPORTEUR : M. Baillard

Demandeur SCI MAVILOLI Me GUEY BALGAIRIES
Défendeur MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE
LA SOUVERAINETE INDUSTRIELLE ET NUMERIQUE

Satisfaction partielle de la demande de la société civile immobilière (SCI) Maviloli par jugement n°1800157 du tribunal administratif d'Amiens en date du 28 mai 2020.

La SCI Maviloli demande à la cour :

- de réformer le jugement du tribunal administratif d'Amiens ;
- de prononcer le dégrèvement correspondant des avis de mise en recouvrement du 15 janvier 2014 émis en matière d'impôt sur les sociétés au titre des années 2010 et 2011.

02) N° 2100376 RAPPORTEUR : M. Baillard

Demandeur SOCIETE OCAD SELARL WIBLAW
Défendeur MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE
LA SOUVERAINETE INDUSTRIELLE ET NUMERIQUE

Satisfaction partielle de la demande de la société à responsabilité limité (SARL) OCAD par jugement n°1804159, 1804162 du tribunal administratif de Lille en date du 18 décembre 2020.

La SARL OCAD demande à la cour :

- de réformer le jugement du tribunal administratif de de Lille ;
- de prononcer la décharge des cotisations supplémentaires d'impôt sur les sociétés et de la taxe sur la valeur ajoutée ainsi que des pénalités correspondantes, laissées à sa charge.

RAPPORTEUR PUBLIC : M. Arruebo-Mannier

03) N° 2100377 RAPPORTEUR : M. Baillard

Demandeur M. et/ou Mme X SELARL WIBLAW
Défendeur MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE
LA SOUVERAINETE INDUSTRIELLE ET NUMERIQUE

Satisfaction partielle de la demande de M. et Mme X par jugement n°1804159, 1804162 du tribunal administratif de Lille en date du 18 décembre 2020.

M. et Mme X demandent à la cour :

- de réformer le jugement du tribunal administratif de Lille ;
 - de prononcer la décharge des cotisations supplémentaires d'impôt sur le revenu et de contributions sociales, laissées à leur charge.
-

04) N° 2100518 RAPPORTEUR : M. Baillard

Demandeur M. et/ou Mme X Me GUEY BALGAIRIES
Défendeur MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE
LA SOUVERAINETE INDUSTRIELLE ET NUMERIQUE

Rejet de la demande de M. et Mme X par jugement n°1804969, 1804972 du tribunal administratif de Lille en date du 31 décembre 2020.

M. et Mme X demandent à la cour :

- d'annuler le jugement du tribunal administratif de Lille ;
 - de prononcer la décharge des avis d'imposition émis le 30/04/2016 au titre de l'impôt sur les revenus et des prélèvements sociaux de l'année 2011.
-

05) N° 2200938 RAPPORTEUR : M. Baillard

Demandeur PREFECTURE DU NORD
Défendeur M. X Me DEWAELE

Annulation, par jugement n° 2200104 du 13 avril 2022 du tribunal administratif de Lille de l'arrêté du 15 octobre 2021 du préfet du Nord et injonction au préfet du Nord de délivrer à M. X un titre de séjour portant la mention « vie privée et familiale ».

Le préfet du Nord demande à la cour d'annuler le jugement du tribunal administratif de Lille.

06) N° 2200939 RAPPORTEUR : M. Baillard

Demandeur PREFECTURE DU NORD
Défendeur M. X Me DEWAELE

Requête du préfet du Nord tendant au sursis à l'exécution du jugement n°2200104 du 13 avril 2022 du tribunal administratif de Lille.